



PLFSS 2026 : Au-delà des chiffres, la confiance entre patients, médecins et République est remise en cause.

Paris, le 22 octobre 2025

Le Conseil national de l'Ordre des médecins alerte solennellement :

Le Projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS) pour 2026 ne représente pas seulement une tentative de dérive gestionnaire, il marque un tournant *alarmant* pour l'équilibre du système de santé français, fondé sur la confiance entre les patients-citoyens, leurs médecins et les institutions de la République.

L'intérêt du patient est relégué derrière la logique financière. Ce texte, conçu dans l'urgence, place la maîtrise comptable au-dessus de la mission première du soin. La dignité du patient, le respect de ses choix, sa singularité et sa vulnérabilité semblent absents des décisions. Le citoyen-patient est réduit à un « coût » ou à une variable d'ajustement budgétaire, il n'est plus au cœur de la politique de santé.

De plus, le rôle du médecin, ***de tous exercices (hospitalier, salarié et libéral) et de toutes spécialités***, dans la République est remis en question. Ce PLFSS ne se contente pas d'encadrer la dépense : il questionne la place même du médecin dans la société. Liberté de prescription, indépendance professionnelle, autonomie du diagnostic et de la décision, responsabilité clinique : ces fondements de l'exercice médical, garants d'un soin adapté à chaque patient, sont affaiblis.

Le Conseil national de l'Ordre des médecins rappelle que le système de santé repose sur un **équilibre subtil** : solidarité nationale, confiance mutuelle, responsabilité médicale et accès équitable aux soins. Or, la soudaineté des annonces, leur caractère unilatéral et la violence ressentie des mesures introduites (contrôles renforcés, sanctions, suspicion généralisée) rompent ce pacte implicite de respect et de loyauté. Ainsi, le lien de confiance indispensable entre tous les acteurs est brutalement fragilisé, alors que ce lien est la colonne vertébrale de la relation entre le médecin, le patient et la République. En imposant des mesures coercitives, sans vision à long terme ni concertation, l'État rompt cet équilibre et expose notre Nation à un risque de fracture sanitaire et sociale.

Ce que demande le CNOM avec force et sans détour au nom des médecins et pour une garantie aux droits des patients :

- Recentrer le PLFSS sur l'intérêt des patients et la continuité de leur prise en charge.
- Suspendre les mesures coercitives imposées sans dialogue et qui rompent la confiance.
- Réaffirmer la place du médecin comme acteur de la République, non comme simple exécutant administratif.
- Rétablir un cadre d'équilibre entre responsabilité médicale, financement durable et solidarité nationale.

La santé n'est ni une simple dépense, ni une ligne comptable, c'est un investissement essentiel pour la société.

En oubliant que la santé est un pilier de notre République, le PLFSS 2026 met en danger non seulement la qualité et la sécurité des soins, mais aussi le pacte de confiance sociétal.

Le Conseil national de l'Ordre des médecins appelle à une **consultation élargie** et se tient prêt à contribuer à une réforme ambitieuse, respectueuse des patients comme des médecins.

Contact presse : presse@cn.medecin.fr